
La "durabilité" de l'industrie minière s'appelle destruction

Une des activités d'exploitation des ressources naturelles qui produit le plus d'effets négatifs et qui, en même temps, génère le plus de bénéfices est l'industrie minière. C'est peut-être pour cela que les plus grandes entreprises mondiales du secteur se font concurrence, non seulement pour les réserves minérales, mais aussi pour le degré de perfection avec lequel elles travaillent sur l'imaginaire populaire pour être considérées comme des exemples de « durabilité ».

Bien des entreprises minières travaillent dans des zones de forêts tropicales. Dans la propagande des entreprises « durables » on peut trouver un élément qui impressionne le public : dans les territoires où elles exploitent les minerais du sous-sol et où, par conséquent, elles doivent détruire la forêt, il y a des entreprises qui replantent toute la surface, pas avec des eucalyptus, mais avec des arbres de diverses espèces autochtones, cherchant à convaincre la population qu'elles sont en train de récupérer la nature dans sa totalité, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de séquelles négatives de leur activité « durable ». Cela se passe-t-il réellement ainsi ?

En premier lieu, il serait intéressant de connaître l'avis des communautés voisines, de savoir si elles sont d'accord sur le fait qu'en replantant des arbres indigènes, il est possible de reproduire la forêt qui existait avant l'exploitation des minerais. Il est certainement impossible de récupérer la richesse de la biodiversité, des ressources hydriques, des multiples valeurs – y compris spirituelles – de cette forêt, fruit d'un processus qui a pris des milliers d'années. Il n'est pas non plus possible de guérir le traumatisme que les communautés voisines ont vécu avec la destruction, la pollution, les emplois dangereux et mal rémunérés et la violation de droits qui caractérise la grande majorité de ces entreprises qui s'installent dans une région aux écosystèmes conservés. C'est dans ce sens que sont en train de se constituer et de se renforcer des réseaux de résistance locaux, nationaux et internationaux pour s'opposer à ces entreprises.

En deuxième lieu, les effets négatifs de l'industrie minière sur l'environnement et les communautés locales ne se limitent pas au processus d'extraction, mais perdurent au contraire et s'aggravent à cause des routes, des voies fluviales et des chemins de fer nécessaires pour le transport des minerais, à cause des grandes usines où l'on transforme les divers minerais, et finalement à cause des produits finis qui, à leur tour, sont des sources de pollution et contribuent même au réchauffement mondial, comme les automobiles, les camions, les avions, sans parler des déchets produits tout au long et à la fin du processus.

En troisième lieu, le secteur se caractérise par une inégalité sociale énorme en termes de distribution des richesses et des bénéfices. Les pays et les régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui sont les principaux producteurs de minerais, sont en majorité les régions dont les populations souffrent le plus de violations de toutes sortes, en particulier les femmes. Pendant ce temps, le secteur est dominé par des entreprises transnationales des pays du Nord vers lesquels retournent les produits achevés, comme les USA, l'Europe et le Japon, dont la population consomme en moyenne 16 tonnes – et dans certains pays jusqu'à 40 tonnes ! – de ressources naturelles par habitant, les minerais compris, alors que la population de l'Inde, par exemple, en consomme 4 tonnes par habitant [*].

En quatrième lieu, il est intéressant de noter que dans le débat et dans la construction d'alternatives, dans le cadre de la soi-disant « économie verte » à « faible intensité de carbone », plusieurs alternatives « vertes » à haute technologie dépendent de l'exploitation de minerais (voir l'article sur l'Union européenne dans ce bulletin), ce qui en affecte profondément la crédibilité et, évidemment, la durabilité.

Dans la pratique, il y a deux véritables alternatives qui méritent d'être étudiées avec le maximum d'urgence : des mesures pour réduire radicalement l'exploitation de minerais et pour en réduire la consommation, principalement dans les pays industrialisés, et la recherche de l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des minerais. Un nouveau rapport du PNUE s'oriente dans le même sens (voir l'article correspondant dans ce bulletin).

Finalement, replanter des arbres indigènes est une activité louable, mais non quand elle est associée à un déboisement intentionnel et destructif. De toute évidence, il est absolument nécessaire et urgent de réaliser des changements structurels dans le modèle actuel de production et de consommation inviable des pays industrialisés, qui a été repris par des pays émergents comme la Chine, le Brésil et l'Inde.

[*]<http://www.unep.org/resourcepanel/Publications/Decoupling/tabid/56048/Default.aspx>